

L'Adresse

pense que c'est très important alors que nous entamons le débat?

C'est l'objet du discours du Trône. Certaines des discussions sur celui-ci ont eu pour objet de demander à la Chambre, autant que possible, de se montrer à la hauteur de la situation et de ne pas faire preuve d'esprit partisan. Je suis déçu que cela ne se soit pas produit.

M. le Président: Je demanderais aux députés de collaborer avec la présidence. J'ai déjà dit qu'il ne s'agissait pas d'un rappel au Règlement. J'ai écouté pour voir s'il pourrait en exister un du point de vue du secrétaire parlementaire, mais ce n'est pas le cas.

Je donne la parole au ministre.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'intervenir aujourd'hui pour exprimer mon appui au discours du Trône que le Gouverneur général a prononcé hier.

J'ai écouté attentivement les commentaires que viennent de formuler le chef de l'opposition et le leader parlementaire. Je constate, hélas, qu'un aspect important de ce discours du Trône leur a complètement échappé. Nous cherchons en effet à favoriser l'impartialité politique et à trouver un moyen de nous attaquer ensemble à certains des très sérieux problèmes auxquels nous faisons face en tant que pays. J'aimerais en aborder deux aujourd'hui, à savoir l'unité et la prospérité, et ce dernier en particulier.

Le discours du Trône énonce effectivement deux thèmes principaux, qui correspondent à deux sujets de préoccupation de premier plan pour les Canadiens. Il s'agit, bien sûr, de l'unité nationale et de la prospérité économique. L'unité, à un moment où les Canadiens s'interrogent sur certaines des institutions et conceptions fondamentales qui sont les nôtres depuis des générations, et la prospérité, à un moment où les Canadiens jouissent de grands avantages, mais affrontent également d'énormes défis en vue d'arriver à maintenir et à améliorer leur niveau de vie.

Nous nous trouvons à un carrefour. Une voie conduit à un Canada nouveau, un Canada dont la prospérité trouve une assise solide dans notre capacité de satisfaire aux exigences du marché international, un Canada uni dont les institutions, renouvelées et améliorées, formeront l'héritage que nous laisserons aux générations futures. L'autre voie mène à la désunion et au déclin économique qui feraient du Canada une puissance affaiblie qui ne pourrait plus occuper sa place parmi les grandes puissances économiques et deviendrait un pays balkanisé dont

les parties n'auraient ni le poids ni la force voulus pour créer un climat propice à la prospérité.

Pour les générations futures, la présente législature évoquera une époque où les Canadiens ont fait carrément face aux difficultés et investi avec confiance dans l'avenir.

Nous avons le choix, monsieur le Président. Nous engageons-nous dans la voie de la prospérité et de l'unité ou dans celle du déclin et de la désunion? Chacune de ces voies est double. Notre programme économique et notre réforme constitutionnelle vont de pair, tels les deux roues d'une bicyclette. Notre désir d'unité se développe à partir de la fierté que nous éprouvons envers le Canada. Il se nourrit de notre volonté de prospérer, de notre filet de sécurité sociale, de notre niveau de vie et de la possibilité de trouver un emploi épanouissant n'importe où dans l'une des économies les plus enviées du monde, autant de raisons puissantes pour que le pays demeure uni.

Un Canada uni possède un potentiel économique qu'un Canada balkanisé perdra inévitablement. Voilà un puissant argument contre ceux qui voudraient diviser notre pays. C'est un argument que les séparatistes n'ont pas réussi à réfuter. Le désir commun de faire fond sur notre prospérité nous aide à voir au-delà des différences en matière de langue, de race ou d'appartenance politique. Les deux objectifs fondamentaux du programme du gouvernement, l'unité et la prospérité, transcendent les barrières politiques qui divisent régulièrement la Chambre. Nous ne pouvons nous permettre de laisser nos divergences politiques entraver nos efforts en vue d'en arriver à une prospérité commune, pas plus que nous ne pouvons laisser l'appartenance politique faire obstacle à nos efforts pour unir notre pays.

• (1120)

Nous allons débattre de la façon d'y parvenir, mais les deux côtés de la Chambre s'accordent sur l'objectif final: un Canada uni et prospère.

[Français]

Qu'il n'y ait aucun malentendu. Il faut faire des choix. Il n'est plus question de revenir en arrière. En quête de prospérité et d'unité, le passé, moins compliqué, n'a plus sa place.

Il n'est pas question d'avoir à choisir entre une approche audacieuse et, d'autre part, une solution facile et familière. Cette époque est révolue. Les anciennes méthodes ne sauraient convenir au contexte actuel. Ni pour ce qui est de l'unité nationale ou de l'économie.